

Table des matières

Editorial

Règle de droit et mutations sociales : une histoire de l'œuf et la poule

Du juge administratif au juge des comptes : l'apport de la chambre des comptes de la cour suprême au droit des entreprises publiques au Cameroun

Le Janus Bicéphale de la question préjudicielle dans le contentieux administratif camerounais : contribution à l'étude du droit administratif processuel national

Le nouveau Senat camerounais : regard sur un contenant sans contenu

De la contribution aux pertes sociales dans les sociétés commerciales OHADA



Editorial

**Règle de droit et mutations sociales : une histoire de l'œuf
et la poule**



Du juge administratif au juge des comptes : l'apport de la chambre des comptes de la cour suprême au droit des entreprises publiques au Cameroun

Introduction

I - La contribution de la chambre des comptes à la détermination du champ d'application du droit des entreprises publiques au Cameroun

A - L'action de la Chambre des Comptes en faveur de la détermination des organismes soumis au droit des entreprises publiques

1 - L'identification des entreprises publiques

2 - La classification des entreprises publiques

B - L'action de la Chambre des Comptes pour la détermination des règles constitutives du droit des entreprises publiques

1 - Le rappel des règles générales régissant les entreprises publiques

2 - Les précisions sur les règles spécifiques régissant les entreprises publiques

II - La Contribution de la Chambre des Comptes à l'application du droit des entreprises publiques au Cameroun

A - Le renforcement des contrôles tendant au respect du droit des entreprises publiques

1 - L'intensification du rythme de contrôle sur les entreprises publiques

2 - L'aménagement de nouvelles modalités de contrôle des entreprises publiques

B - L'impulsion des mécanismes de sanctions des violations du droit des entreprises publiques

1 - Le déclenchement des sanctions de nature pénale

2 - Le déclenchement des sanctions de nature administrative et disciplinaire



Le Janus Bicéphale de la question préjudicielle dans le contentieux administratif camerounais : contribution à l'étude du droit administratif processuel national

Introduction

I - Un mécanisme salubre pour le contentieux administratif camerounais : la sauvegarde de certains grands principes liés à la bonne justice

A - La sauvegarde de la bonne administration de la justice

1 - La question préjudicielle comme instrument de protection des compétences de chaque ordre juridictionnel

2 - La question préjudicielle comme instrument du dialogue des juges administratif et judiciaire dans le contentieux administratif

B - La garantie de la sécurité juridique

II - Un mécanisme préjudiciable dans le contentieux administratif camerounais : la remise en cause du délai raisonnable du procès

A - Les causes inhérentes à la question préjudicielle conduisant à la remise en cause du délai raisonnable

1 - Les causes théoriques

2 - Les causes pratiques

B - La manifestation de la remise en cause du délai raisonnable

1 - Une remise en cause fortement accentuée devant le juge administratif

2 - Une remise en cause relativement atténuée devant le juge judiciaire



Le nouveau Senat camerounais : regard sur un contenant sans contenu

Introduction

I - La nouvelle chambre haute du parlement camerounais : une fiction juridique à l'égard des missions classiques de l'institution parlementaire

A - Les Entraves Juridiques

1 - Les entraves inhérentes à la procédure législative

2 - Les entraves liées aux moyens de contrôle de l'action gouvernementale

B - Les entraves Sociopolitiques

1 - Le fait majoritaire et la forte dépendance des parlementaires à l'égard de leurs partis politiques

2 - Le confort intellectuel des sénateurs

II - La nouvelle chambre haute du parlement camerounais : un leurre relativement aux missions spécifiques des secondes chambres parlementaires

A - Les obstacles rédhibitoires au rôle de Chambre de réflexion du nouveau Senat camerounais

B - L'apparente représentation des collectivités locales par la nouvelle Chambre Haute du parlement camerounais

Conclusion



De la contribution aux pertes sociales dans les sociétés commerciales OHADA

Introduction

I - Les contours imprécis du concept de contribution aux pertes sociales

A - Les fausses manifestations de la contribution aux pertes sociales

1 - La demande d'apports nouveaux

2 - La demande de participation aux pertes comptables

B - Les véritables manifestations de la contribution aux pertes sociales

1 - Les formes classiques de contributions aux pertes sociales

a - La perte de la mise initiale

b - Le paiement du passif social

c - Le renflouage de la société

2 - Les nouvelles formes de contribution aux pertes sociales

a - La perte de la valeur des titres en cas de réduction du capital à zéro

b - La moins-value ou revente subie à l'occasion d'une cession massive de droit sociaux ou d'une opération de portage d'actions

II - Le régime de la contribution aux pertes sociales

A - Le moment de la contribution aux pertes sociales

1 - La contribution aux pertes sociales à la dissolution de la société

2 - La contribution aux pertes en cours de vie sociale

a - La contribution par une société sans personnalité morale

b - La contribution par un associé ayant payé une dette sociale

c - La contribution à l'occasion d'une opération de réduction de capital



■

B - Le montant de la contribution aux pertes sociales

1 - Le risque d'une contribution au-delà des apports

- a - Le montant de la contribution aux pertes dans les sociétés pluripersonnelles
- b - Le montant de la contribution aux pertes dans les sociétés unipersonnelles

2 - Les modalités de la répartition des pertes entre les associés

- a - La contribution proportionnelle dans le silence des statuts
- b - La contribution non proportionnelle prévue par les statuts

